

## L'eau et le despotisme territorial moderne en Languedoc-Roussillon

Thierry Ruf  
Conseiller municipal de Jacou



Couverture et dos de couverture du journal de l'agglo de Montpellier de l'été 2010

Harmonie publie en couverture un numéro d'été centré sur le pôle eau de Montpellier<sup>1</sup>. En seconde de couverture, la conception du monde de l'eau est là : aux deux maîtres présentés, un scientifique à la retraite et un politique entièrement dévoué à la délégation du service de l'eau à Véolia, il manque le troisième personnage, le directeur régional de Véolia qui prend en main les destinées de ce pôle français, qui se croit mondial. Il est en page intérieure. Propagande, despotisme, conflits d'intérêt... Le Languedoc-Roussillon est bien parti, avec le dernier personnage important, Georges Frèche, véritable maître qui rêve depuis longtemps du despotisme oriental<sup>2</sup> (La Chine est sa référence favorite).

Ce papier résume les principales objections à faire face à cette politique intégratrice en région Languedoc-Roussillon présentée sur 15 pages. Une autre politique est possible, il faut y travailler...

<sup>1</sup> Distribué gratuitement aux habitants de l'agglo de Montpellier. Consultable sur le site <http://www.jacou-ecologie.fr/bienvenue/index.html>

<sup>2</sup> Le despotisme oriental est un ouvrage écrit par le politologue et économiste Karl Wittfogel dans les années 1950 pour montrer comment le dirigisme politique s'appuyait sur la gestion de l'eau dans les civilisations orientales.



Dans l'éditorial, Georges Frêche se pose en historien connaisseur pour justifier le pôle. Malheureusement, il s'appuie sur une source de seconde main: Orsenna et sa piètre connaissance sur l'histoire romaine de l'eau à Montpellier et ses environs ! Or Montpellier est une ville neuve du Moyen Age et sans eau courante jusqu'au XVIIIe siècle. Les traditions hydrauliques anciennes ne se trouvent pas là, mais à Nîmes, en Cévennes et dans les Pyrénées. Sur le plan historique, Montpellier, c'est l'anticapitale régionale de l'eau. Tout cela sert à justifier AQUA DOMITIA, un projet qui n'a aucun rapport avec l'histoire antique mais beaucoup avec l'idée libérale de marchandisation de l'eau en multipliant l'offre, même avec des eaux de qualité douteuse. Ce pôle s'inscrit complètement dans la mondialisation du commerce de l'eau et dans la stratégie de favoriser une entreprise dominante, Véolia, véritable maître de toute la filière intégrée régionale, qui avait besoin de soutien politique et technique à bon compte pour compenser son exclusion de la Capitale de la France : Paris<sup>3</sup>. Vu de Delft en Hollande (la seule ville ayant un mandat onusien pour la formation sur les questions de l'eau), la prétention d'un avenir mondial de l'eau centré sur Montpellier nous dessert profondément.



Le coup est formidable, certes, avec comme support de communication une Orsenade<sup>4</sup> de plus. Depuis qu'il a écrit son mauvais précis sur l'eau, l'académicien participe à toutes les manifestations de promotion de la délégation des services publics de l'eau à l'industrie privée. Harmonie renvoie l'ascenseur avec une publicité gratuite et mensongère (Montpellier romaine et compétente en eau).

<sup>3</sup> Veolia a perdu le marché de la distribution de l'eau à Paris en 2009 après la décision du Maire PS de Paris, B. Delanoë.

<sup>4</sup> Le terme a été employé par Marc Laimé sur le site critique de la gestion privée de l'eau : <http://www.eauxglacees.com/>

La présentation du pôle eau est très partielle, sinon partielle. On le déclare mondial, mais il est franco-français. On laisse entendre que l'ONU serait impliqué mais c'est entièrement faux ! G. Frèche s'est rendu à Washington en 2009 pour plaider le dossier d'accueil à Montpellier du siège administratif du Groupe Consultatif pour la Recherche Agronomique Internationale<sup>5</sup> (CGIAR). Rien a voir avec le pôle eau.



Sous couvert d'écotechnologies (on trouve de tout sous ce vocable, y compris de la chimie pure et dure) et de développement industriel, l'ambition du pôle couvre l'ensemble du secteur de l'eau et des territoires : on parle de gestion intégrée mais sous le contrôle d'un système politico-industriel unique. La parole est donnée à Jean-Pierre Buchoud qui pose à un bureau avec le logo Véolia sur l'ordinateur. Il est présenté comme le Président du Pôle Eau de Montpellier mais il n'est pas fait mention de sa véritable identité professionnelle : c'est le directeur régional de Véolia.

Le financement de la recherche sur l'eau va passer par le pôle eau avec des objectifs très commerciaux de conquête de contrats, en particulier sur le pourtour de la Méditerranée. Comment une équipe universitaire ou de recherche pourra poursuivre des activités de manière indépendante alors que le pôle drainera tous les moyens, non seulement privés mais aussi publics ?

---

<sup>5</sup> Au demeurant, ce dossier du CGIAR n'a rien donné, mais là, on ne communique pas.



L'argumentaire de l'enjeu du XXIe siècle est banal : on avance la démographie pour annoncer la catastrophe générale. L'eau disponible passerait de 6600 mètres cubes par an et par personne à 4800 m<sup>3</sup>. Admettons que cette projection se réalise. Dans un pays développé, une personne utilise pour sa vie personnelle, domestique 30 à 50 mètres cubes par jour. Pour se nourrir, elle consomme l'équivalent de 200 kg de matière végétale et animale. La production agricole pour disposer de cette ration varie entre 120 et 600 mètres cubes selon les rendements et la composition animale de la nourriture. La plus grande partie de l'eau provient des pluies naturelles. Globalement, dans un pays développé, le besoin vital d'un homme ou d'une femme est de l'ordre de grandeur de 500 m<sup>3</sup> par an, soit 10% du disponible moyen mondial. Les problèmes de l'eau ne proviennent pas d'un déséquilibre quantitatif global mais d'accès inégaux aux ressources par l'accaparement de terres ou l'excès de prélèvements, ou bien par la pollution irrémédiable des eaux de certaines zones.

BRL est présenté comme un succès de l'aménagement et Philippe Lamour l'inventeur de l'idée du transfert d'eau du Rhône à Montpellier. Mais c'est faux. Le premier à avoir pensé à transférer l'eau était un citoyen nîmois pendant la révolution française, puis un ingénieur de l'Etat sous Napoléon III. Et BRL a raté son aménagement sans que jamais une évaluation indépendante ait été faite de son action entre 1957 et 2008... Aqua Domitia n'est qu'une fuite en avant pour un projet de littoralisation de l'économie languedocienne. Dépenser autant d'argent pour 60 millions de m<sup>3</sup> est irresponsable. Car les plans de gestion locaux des fleuves languedociens, l'arrêt des abus de pompage, les incitations aux consommations raisonnables et bien d'autres solutions encore sont des gisements d'eau très économiques.



Le regroupement de toutes les entreprises de la région dans Swelia devrait soulever des alertes de la part de tous les démocrates. Il s'agit de la constitution d'un cartel d'entreprises avec des conflits d'intérêt incroyables, puisqu'il y a entente à priori sur tous les appels de marchés publics pour les travaux ou la gestion des réseaux. Est ce le modèle que nous souhaitons vanter au monde entier ? Le danger de monopole est latent, Véolia étant de loin le principal acteur de Swelia. A moins que dans le terme de gestion intégrée, Swelia devienne en quelque sorte l'acteur privé de la régulation des affaires, aux dépens de services publics territoriaux et de l'Etat ?



L'excellence de la recherche sur l'eau est formidable. On aimerait connaître le critère de 80 à 90% de réussite, mieux que le bac ! La recherche ne s'évalue pas comme cela heureusement. Mais le rédacteur de l'article s'emporte jusqu'à donner tout le mérite à la vision de Georges Frèche. Lire cela en 2010 en France semble surréaliste. Les équipes de recherche apprécieront la récupération politique de leur travail passé et comment les choses pourront être gouvernés par la suite. Qu'il y ait des travaux remarquables sur l'eau à Montpellier est certain, mais que ces travaux soient dans le futur orientés par les contrats de l'Union pour la Méditerranée montrent que la gouvernance du pôle sera le point le plus sensible. Aux commandes du dispositif, c'est Véolia, ce n'est pas un(e) chercheur ou un(e) universitaire désigné par ses pairs. Remarquons au passage que tout le secteur de l'eau est piloté par des hommes dans cette affaire de pôle.



Dans l'agglomération de Montpellier, tout va bien, citoyens, vous êtes de grands privilégiés. Le Rhône est là pour palier à toutes les difficultés.

Pas un mot n'est dit sur la gestion des bassins versants des nombreux fleuves de la région et de l'application de la loi sur l'eau incitant à la création de schémas d'aménagement et de gestion des eaux, avec des comités locaux de gestion. Tout se passe comme si il n'y avait qu'un territoire, l'agglomération et qu'un opérateur industriel maîtrisant l'ensemble des questions. Rien n'est expliqué sur l'urbanisation excessive; sur les différents choix possibles d'épuration (on a imposé les solutions de Véolia). Mais surtout, en se reportant sur une offre supplémentaire d'eau du Rhône, on va casser les solidarités indispensables entre amont et aval des versants, privilégier le littoral, délaisser les piémonts et les montagnes. L'obsession d'Aqua Domitia se fera aux dépens de la gestion complexe de tous les bassins versants du Languedoc-Roussillon, où il faudrait mettre en place des plans de gestion concertée.

Pour aller plus loin, Harmonie propose deux choses étonnantes. D'abord, le site d'Erik Orsenna «qui écrit et polémique sur ce thème». Comble de malchance, Erik Orsenna refuse tout débat contradictoire sur son précis et considère que ma critique publiée dans de nombreux sites relève de l'injure (il l'a répété dans l'enceinte de l'université de Montpellier II le 29 mai sans que les responsables scientifiques du pôle s'en offensent).

L'autre référence étonnante est celle de France-Libertés et du mouvement des porteurs d'eau, qui proposent une vision totalement opposée à la marchandisation de l'eau et exige que l'eau soit considérée comme un bien commun.

Ou bien, Harmonie se donne une bonne conscience sur 10 petites lignes, ou bien le rédacteur ne sait pas faire la part des choses. Danièle Mitterrand, c'est aussi l'histoire du PS, mais aujourd'hui, cela n'a plus rien à voir avec l'actuel Président de l'agglomération et de la région. Et au fait, Harmonie l'oublie : l'eau est aussi une compétence départementale et l'eau est aussi l'affaire de collectifs et d'associations citoyennes.

Thierry Ruf - Jacou, 28 juillet 2010